

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
Boulevard George Sand
36000 Chateauroux

Châteauroux, le 07/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PURFER (ex Revival)

RD 147
Quartier de la Gare
69780 Toussieu

Références : -
Code AIOT : 0010000597

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/06/2025 dans l'établissement PURFER (ex Revival) implanté 153 rue Ampère ZI du Buxerieux 36000 Châteauroux. L'inspection a été annoncée le 06/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PURFER (ex Revival)
- 153 rue Ampère ZI du Buxerieux 36000 Châteauroux
- Code AIOT : 0010000597
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Établissement dont l'exploitation est autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°97-E-670 du 25 mars 1997, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2007-10-0205 du 25 octobre 2007 et courrier du bénéfice de l'antériorité en date du 06 décembre 2011 .

Les rubriques concernant les activités ICPE sont les suivantes :

2712 - Installation de stockage, dépollution démontage , découpage pou broyage de VHU - régime Autorisation (déclassement à Enregistrement maintenant)2713- Installation de transit, regroupement ou tri de métaux non dangereux [...] - régime de l'autorisation (classement à Enregistrement maintenant)2718 - Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux [...] - régime de l'autorisation2714 - Installation de transit, regroupement ou de tri de déchets non dangereux [...] - régime de la Déclaration

2716 - Installation de transit, regroupement ou de tri de déchets non dangereux [...] - régime de la Déclaration2719 - Installation temporaire de transit de déchets issus de pollutions [...] - régime de la Déclaration2791 - Installation de traitement de déchets non dangereux [...] - régime de la Déclaration

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 17/06/2025, article R513-1	Demande d'action corrective	90 jours
5	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
7	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-III	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
8	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-IV	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Plan de défense contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.3	Sans objet
3	Maitrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.4	Sans objet
4	Stockage des batteries	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12	Sans objet
6	Dispositif de rétention des pollutions	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-I	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	accidentelles		
9	Emissions dans l'eau	Arrêté Préfectoral du 25/03/1997, article 3.7	Sans objet
10	Prescription générales applicables à l'ensemble de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 25/03/1997, article 3.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette visite figurent dans les tableaux ci-après.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/06/2025, article R513-1
Thème(s) : Situation administrative, Recensement des activités du site
Prescription contrôlée : I. - Pour les installations existantes relevant des dispositions de l'article L. 513-1, l'exploitant doit fournir au préfet les indications suivantes : [...] 3° La nature et le volume des activités exercées ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée.
Constats : L'Établissement est autorisé par l'arrêté préfectoral n°97-670 du 25 mars 1997, complété et modifié par l'arrêté Préfectoral n° 2007-10-0205 du 25 octobre 2007 et courrier du bénéfice de l'antériorité en date du 06 décembre 2011 .. Lors de cette visite d'inspection, l'exploitant explique qu'il a modifié certaines quantités et souhaite refaire une mise à jour de sa situation administrative. Constat: L'exploitant doit par un Porter à connaissance de mise à jour de sa situation administrative en se positionnant, proposant et justifiant son classement sur ses quantités et activités liées aux installations classées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 90 jours

N° 2 : Plan de défense contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Affichage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.</p> <p>Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ; - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ; - le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant a réalisé et tient à jour un plan de défense contre</p>

<p>l'incendie.</p> <p>Le plan de défense incendie a été transmis au service d'incendie et secours .</p> <p>Il est accessible depuis une boîte spécifique à l'entrée du site et accessible par les moyens de secours depuis le domaine public.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Maitrise des sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Exercices
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classés et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé un exercice de défense contre l'incendie le 22/12/2023 ainsi que le 19 mai 2025.</p> <p>L'exploitant a mis à disposition le compte rendu du 19 mai 2025.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Stockage des batteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Batteries
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, étanches, et munis de rétention. Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que les batteries sont stockés à l'intérieur de conteneurs spécifiques et étanches.</p> <p>La quantité stockée est inférieure à 25 tonnes (seuil maximum liée à l'arrêté préfectoral).</p>

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dispositif de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques et mise à la terre

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Constats :

L'exploitant a mis à disposition un rapport Q19 (thermographie) daté du 25 février 2025 (rapport n°114675192501R001), celui-ci ne présente pas de remarque.

L'exploitant a mis à disposition un rapport de vérification des installations électriques en date du 17 janvier 2025 mentionnant 20 observations.

De plus, le Q18 daté du 18 janvier 2025 (rapport n°109583502501R001) signale que les installations peuvent entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.

Constat: l'exploitant n'entretient pas en bon état ses installations électriques

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-I

Thème(s) : Risques accidentels, Liquide susceptible de créer une pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a procédé à une visite de l'ensemble des installations et à constaté que l'ensemble des stockages d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-III
Thème(s) : Risques accidentels, Liquide susceptible de créer une pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p>
Constats :

<p>L'inspection constate que le sol des aires d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol n'est pas étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p>
<p><u>L'absence d'un sol étanche est constaté à 3 endroits et représente une surface d'environ 200 m² sur l'ensemble de l'installation .</u></p>
<p>Constat: L'exploitant ne dispose pas d'aire de stockage ou de manipulations des déchets étanche.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 8 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-IV</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Liquide susceptible de créer une pollution</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a demandé à l'exploitant de manœuvrer son dispositif de confinement.</p> <p>Celui-ci est en bon état de fonctionnement.</p> <p>Cependant, l'exploitant ne peut pas justifier de la fréquence de ses tests réguliers menés sur ces équipements.</p>

Constat: L'exploitant ne consigne pas les tests réalisés sur ce dispositif de confinement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 9 : Emissions dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/1997, article 3.7

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau

Prescription contrôlée :

L'aires étanches doivent transiter par un débourbeur déshuileur avant rejet au réseau public. Le dimensionnement de ce dispositif doit être effectué selon les règles de l'art. Il doit être régulièrement entretenu et les déchets qui y sont collectés doivent être éliminés dans une installation autorisée à cet effet

Constats :

L'exploitant met à disposition de l'inspection le dossier reprenant l'ensemble des informations sur le débiteur

Celui-ci comprend les différents BSD et le dernier en date du 02 avril 2025.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Prescription générales applicables à l'ensemble de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/1997, article 3.7

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau

Prescription contrôlée :

[...] Le raccordement au réseau public de distribution d'eau potable doit être muni d'un dispositif anti-retour (clapet anti-retour) [...]

Constats :

L'alimentation en eau de l'établissement depuis le réseau public est équipé d'un dispositif anti retour.

L'exploitant a montré à l'inspection son compteur d'eau ainsi que son dispositif de disconnexion.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite